

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 12/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



VIDAU SA

18 avenue José Nobre
Z.I. ECOPOLIS
13500 MARTIGUES

Références : SS/PL-D-0084-MRT-2023
Code AIOT : 0006400970

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2022 dans l'établissement VIDAU SA implanté 18, avenue José Nobre Z.I ECOPOLIS Sud 13117 MARTIGUES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIDAU SA
- 18, avenue José Nobre Z.I ECOPOLIS Sud 13117 MARTIGUES
- Code AIOT : 0006400970
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VIDAU exploite une installation de lavage de citernes, conformément à l'arrêté préfectoral de 26 mars 1980, complété par l'arrêté du 22 mai 2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des valeurs limites de rejets des effluents aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 22/05/2019, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Fréquence de mesure	Arrêté Préfectoral du 22/05/2019, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'est pas exploité dans le respect de la réglementation, en particulier du point de vue des rejets aqueux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2019, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux résiduaires dans le réseau public d'assainissement de la commune de Martigues les valeurs limites définies dans le tableau de l'article 3 de l'arrêté préfectoral. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration. Les mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.
Constats : Les résultats des analyses des rejets de VIDAU montrent des dépassements des valeurs limites sur plusieurs paramètres, notamment : <ul style="list-style-type: none">- AOX,- Somme des Agents de surface,- Toluène,- Dichlorométhane,- SEH (Substance Extractible à l'Hexane),- pH Ces dépassements sont constatés sur plusieurs mois. A la notification du présent rapport d'inspection, l'exploitant transmet les 6 derniers rapports mensuels d'analyse des rejets aqueux sous deux semaines. Cette transmission comprend une analyse des résultats.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Fréquence de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2019, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de mesure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les mesures sont réalisées mensuellement par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement
Constats : Les mesures sont réalisées chaque mois par un laboratoire agréé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet